TABLE DES MATIÈRES

Préface **7**
Sommaire **11**
Abréviations **13**
Introduction **19**

Première partie
L'évolution des caractères du préjudice réparable

Titre 1 – L'établissement du relâchement des caractères traditionnels du préjudice réparable **37**
Chapitre 1 – Le relâchement des caractères objectifs du préjudice réparable ... **39**
Section I – Le recul du critère de certitude 39
§1 Le libéralisme dans la définition de l'exigence de certitude 40
A. La généralisation de la probabilité 41
1. La réparation des dommages futurs 41
2. La réparation de la perte de chance 46
a) Une réparation en expansion 46
b) Une réparation sous contrôle ? 51
B. L'irruption de la possibilité 56
§2 Le laxisme dans la démonstration de l'exigence de certitude 66
Section II – Le repli de l'exigence de causalité 71
§1 Un assouplissement de la notion de lien de causalité 71
A. La prise de distance avec la causalité scientifique 72
B. La préférence accordée à l'équivalence des conditions 79
§2 Un allégement de la preuve du lien de causalité 86
A. Les présomptions de causalité 87
1. Les présomptions relatives aux risques individuels 87
a) Les présomptions implicites 87
b) Les présomptions explicites : les présomptions d'imputabilité 90
2. Les présomptions relatives aux risques sériels 95
B. La création fautive d'un risque 99
Chapitre 2 – Le relâchement des caractères subjectifs du préjudice réparable **103**
Section I – L'effacement du caractère personnel du préjudice 104
§1 L'interprétation extensive de la notion de préjudice personnel 104
§2 La disparition progressive de l'exigence d'un préjudice personnel 113
A. Une disparition de l'exigence d'un préjudice personnel hier discutée 114
1. La défense collective d'intérêts égoïstes 114
a) La défense collective d'intérêts égoïstes par l'exercice d'une action syndicale 115

b) La défense collective d'intérêts égoïstes par l'exercice d'une action associationnelle 119
2. La défense collective d'un intérêt altruiste 126
B. Une disparition de l'exigence d'un préjudice personnel aujourd'hui acceptée....134
Section II – Le déclin marqué de la constante de légitimité 140
§1 Un affaiblissement général de l'exigence de légitimité 140
A. L'abandon progressif du contrôle de moralité 141
1. Le préjudice de la concubine 141
2. Les préjudices liés à la naissance 145
a) Le préjudice des parents 145
b) Le préjudice de l'enfant 153
B. L'indifférence renouvelée à la condition de licéité 162
1. La réparation de dommages illicites 162
2. La réparation de préjudices des victimes en situation illicite 166
§2 Une application résiduelle du critère de légitimité 170
Titre 2 – Les conséquences du relâchement des caractères traditionnels du préjudice réparable 175
Chapitre 1 – Les conséquences sur le préjudice dans sa fonction de condition de la responsabilité 177
Section I – Le développement de responsabilités essentiellement punitives 178
§1 Un développement avéré de responsabilités essentiellement punitives 178
A. L'émergence de responsabilités sans préjudice prouvé 179
B. La faute, véritable fondement de ces actions en responsabilité 182
§2 Un développement mesuré de responsabilités essentiellement punitives 185
A. Le maintien du préjudice dans l'exigibilité de la condamnation 186
B. Une tendance encore circonscrite aux seules fautes lucratives ? 191
Section II – L'avènement d'une responsabilité uniquement préventive ? 195
§1 Une reconnaissance du préjudice collectif déjà engagée 196
§2 Une prise en compte du risque de dommage désormais amorcée 198
A. Le développement de la notion de risque dans le droit spécial des troubles anormaux de voisinage 198
B. L'émergence de la notion de risque dans le droit commun de la responsabilité civile 205
Chapitre 2 – Les conséquences sur le préjudice dans sa fonction de limite à la réparation 215
Section I – Une fonction d'encadrement encore inexplorée 216
§1 La nécessité de distinguer le dommage du préjudice 216
A. Les contours antiques de la distinction 217
B. Les contours actuels de la distinction 220
§2 L'intérêt de distinguer le dommage du préjudice 226
Section II – Une fonction d'encadrement déjà menacée ? 238
§1 Le rapprochement avec la notion de dommage : l'objectivation du préjudice ..239
A. L'indemnisation du préjudice personnel des victimes en état végétatif 239
1. Le rejet d'une conception subjective du préjudice 239
2. Le choix d'une conception objective du préjudice 242
B. La transmission aux héritiers de l'action en réparation du préjudice moral 246

§2 Les conséquences de ce rapprochement avec la notion de dommage : l'extension de la réparation 249
A. L'élargissement de la notion de préjudice indemnisable 249
B. Une économie de la responsabilité en danger ? 256

Deuxième partie
L'avenir des caractères du préjudice réparable

Titre 1 – La nécessité de renforcer le contrôle de certains caractères généraux 271
Chapitre 1 – La nécessaire restauration de la dimension personnelle du préjudice moral 273
Section I – Les raisons de la restauration 273
§1 Les raison techniques 274
A. La force des arguments subjectifs 274
B. Le rejet des contre-propositions 276
1. S'agissant des personnes physiques 276
2. S'agissant des personnes morales 279
§2 Les raisons d'opportunité 284
A. Une réparation prétexte à l'indemnisation de préjudices matériels diffus 285
B. Une réparation, alibi à la sanction de comportement contraire à l'ordre social ou économique 288
Section II – Les conditions de la restauration 293
§1 La nécessité d'affiner la notion de préjudice économique 293
§2 Le besoin d'établir de véritables actions populaires 298
A. Une solution déjà employée 299
1. Un exemple ancien : l'*actio popularis* de la Rome antique 299
2. Un exemple moderne : les *citizen suits* 302
B. Une solution transposable en droit positif 304
Chapitre 2 – La possible utilisation de l'exigence de licéité comme critère de discrimination entre les atteintes aux biens et celles aux personnes 313
Section I – Les appuis en faveur d'une disparité de traitement entre dommages corporels et dommages matériels 314
§1 Les appuis doctrinaux 314
A. Les soutiens classiques 314
B. Les projets de réforme du droit des obligations 318
§2 Les appuis jurisprudentiels et légaux 324
A. Les faveurs de la loi à l'égard des victimes de dommages corporels 325
B. Les faveurs de la jurisprudence à l'égard des victimes de dommages corporels 328
Section II – La mise en œuvre de cette disparité de traitement à travers l'exigence de licéité 336
§1 Les distinctions à apporter 336
A. Les situations d'illicéité exclusives de tout droit à réparation 336
B. Les situations d'illicéité neutralisant le droit à réparation 342
§2 Le champ d'application de la restriction 347
A. Le champ d'application matériel de la restriction 347
B. Le champ d'application personnel de la restriction 350

Titre 2 – La possibilité de réhabiliter certains caractères spéciaux 357
Chapitre 1 – L'extension de l'exigence de prévisibilité à la sphère délictuelle....359
Section I – Une limite inhérente à la responsabilité contractuelle.....360
§1 Les contours actuels de la restriction 360
A. La réparation initiale du dommage dont la quotité est prévisible 361
B. La réparation actuelle du dommage dont la survenance est prévisible. 362
1. Le dommage spécialement prévisible.....363
2. Le dommage normalement prévisible.....364
§2 La mise en œuvre limitée de cette restriction.....365
A. La force des exceptions à la règle.....365
B. La faiblesse des situations couvertes par la règle 367
Section II – L'insertion de cette limite dans la responsabilité extracontractuelle ..369
§1 L'insertion de la prévisibilité dans le champ de la réparation 370
A. Le possible recours à la notion d'attente légitime.....371
B. L'utile recours à la notion d'attente légitime 375
1. Une solution opportune.....375
2. Une solution limitée ? 380
§2 L'insertion de la prévisibilité dans le champ de la prévention.....383
Chapitre 2 – La généralisation du critère d'anormalité en matière extracontractuelle 387
Section I – Les applications actuelles du critère d'anormalité.....388
§1 L'anormalité devant le juge administratif : un critère général de responsabilité.....388
A. Les fondements de ce critère en matière administrative 389
B. La mise en œuvre de ce critère en matière administrative 390
§2 L'anormalité devant le juge judiciaire : un critère particulier de responsabilité ...392
A. La gravité du préjudice comme condition de la responsabilité 392
B. L'appréciation de cette gravité du préjudice comme condition de la responsabilité 394
Section II – Les applications futures du critère d'anormalité 397
§1 Une extension limitée à certains secteurs du droit de la responsabilité : un choix réaliste 398
A. La matière sportive 398
1. Les faiblesses des solutions actuelles 398
2. Les forces des solutions futures 402
B. La matière concurrentielle.....406
1. L'anormalité, fondement d'une théorie des troubles anormaux de concurrence 406
2. La mise en œuvre de cette théorie des troubles anormaux de concurrence 408
§2 Une extension généralisée à l'ensemble du droit de la responsabilité : un choix idéaliste ?.....412
A. Les fondements possibles de cette restriction.....412
1. L'admission de risques normaux à la vie en société 412
2. La reconnaissance d'un droit de nuire à autrui ? 415
B. L'application judiciaire de cette restriction 417
1. Le nécessaire reflux de la faute dans l'engagement de la responsabilité..... 417
2. La détermination des préjudices à indemniser.....419

Conclusion générale **427**
Positions de thèse **429**
Bibliographie **431**
Index **473**
Table des matières **477**